

Docteur Didier POUPARDIN

4 rue Arthur Rimbaud 94400-VITRY

Le 5 janvier 2013

M.FILIBERTI

Directeur de la CPAM 94
1-9 avenue du Général De Gaulle
94000-Créteil

Lettre Recommandée avec Accusé de Réception
Lettre ouverte à la presse, aux élus, à la population.

Monsieur,

J'accuse réception de la lettre du 3 janvier 2013 de votre avocate, qui fait état de votre volonté de faire une saisie sur mes biens.

Je vous rappelle que nous ne sommes même pas à deux mois de la réception des attendus du jugement du 24 Octobre dernier, délai qui est d'usage pour régler les sommes décrétees dues par un Tribunal.

Par les deux versements que j'ai déjà effectués d'un total de 1400€, je vous ai montré ma volonté de payer cette somme. Vous n'êtes pas sans ignorer que le comité qui me soutient a lancé une souscription de 5€ par souscripteur. Le nombre des participants se multiplie actuellement de façon exponentielle, témoignant du fait que le combat que j'ai supporté pour le maintien des ALD et contre les ordonnances bizonnes est aussi le leur.

Je suis absolument certain aujourd'hui, devant ce nombre, de pouvoir vous remettre le solde restant le 16 janvier 2013. Je viendrai pour cela en personne, avec de nombreux amis qui me soutiennent. A cette date, nous serons exactement à deux mois de la réception des attendus du jugement.

Plusieurs parlementaires du Val de Marne, Mme Laurence COHEN, Sénatrice du Val de Marne, deux députés du Val-de-Marne, M.ROUQUET et M.LAURENT, M.Christian FAVIER, Président du Conseil Général du Val-de-Marne et Sénateur, Mme Esther BENBASSA également sénatrice du Val-de-Marne ont pris contact avec vous pour vous demander une attitude d'apaisement.

Par la lettre que vous faites écrire aujourd'hui par votre avocate, vous signifiez que vous n'êtes pas prêt à les écouter et vous faites un pas de plus dans l'illustration de votre acharnement en essayant maintenant de me faire passer pour un mauvais payeur.

Vos procédés, cautionnés par votre hiérarchie, sont ceux des pires business man.

Ils sont indignes des postes que vous occupez, vous et votre hiérarchie à la tête d'une institution issue de la Résistance, destinée à promouvoir la solidarité devant la maladie entre tous les habitants du pays et non à vider progressivement le contenu de la solidarité pour mieux favoriser les assurances « complémentaires » privées.

J'espère que vous aurez la sagesse d'attendre le 16 janvier.

Je vous prie de croire, M. le Directeur, en l'assurance de mes sentiments distingués.